

Trachtenberg, Marc. *Reparations in World Politics : France and European Economic Diplomacy, 1916-1923*. New-York, Columbia University Press, 1980, 435 p.

H. R. C. Wright et Olivier Cadot

Volume 13, numéro 2, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701361ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701361ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Wright, H. R. C. & Cadot, O. (1982). Compte rendu de [Trachtenberg, Marc. *Reparations in World Politics : France and European Economic Diplomacy, 1916-1923*. New-York, Columbia University Press, 1980, 435 p.] *Études internationales*, 13(2), 379–381. <https://doi.org/10.7202/701361ar>

confrontés aux nouvelles réalités politiques de l'Allemagne.

L'auteur trace, à cet effet, le cheminement de ces forces politiques, de leur refus initial à leur acceptation finale, tout en insistant sur les tendances opposées qui se manifestaient à l'intérieur du DNVP quant à l'attitude à adopter face aux différentes étapes franchies par la politique de Stresemann dans la voie pragmatique de l'accomodement et de la réconciliation. Le but de l'auteur est de prouver que, contrairement à l'opinion courante, les nationalistes allemands à l'époque de la République de Weimar n'étaient pas des « incorrigibles » figés dans leur attitude négative, mais ils ont su – certes avec beaucoup de tiraillements – s'adapter aux nouvelles conditions politiques, tandis que, d'autre part, le succès de la politique de Stresemann est dû, dans une certaine mesure, à la conversion des nationalistes vers une approche politique plus modérée.

L'ouvrage mettant constamment son « focus » sur les rapports entre Stresemann et le DNVP, fait très peu cas du contexte politique général de l'Allemagne à l'époque, au point que même le parti DVP de Stresemann (« parti populaire allemand », de droite modérée) est à peine mentionné. Ceci pourrait constituer une faille dans une étude du genre, mais en réalité l'ouvrage ne devrait pas trop en souffrir, puisqu'il s'adresse surtout aux spécialistes qui sont bien au fait de l'histoire allemande.

L'auteur met à sa contribution une vaste série de sources d'archives (imprimées ou non), en puisant particulièrement dans les procès-verbaux des sessions des gouvernements allemands de l'époque. Certes, une extension de ses recherches dans les différentes publications provenant des milieux nationalistes et dans la presse nationaliste proche du DNVP sur le plan national et local (il y a pourtant parfois référence aux prises de position de l'organe officiel du parti « Korrespondenz der Deutschnationalen Volkspartei ») aurait offert du matériel utile pour suivre l'opinion des différentes factions du parti et les pressions exercées sur ses dirigeants parlementaires. Mais outre que de telles recherches nécessite-

raient un trop long travail, elles n'auraient, peut-être, pas changé grand'chose quant aux conclusions de base de cet ouvrage.

Jean DIMAKIS

*Département d'histoire  
Université de Montréal*

TRACHTENBERG, Marc. *Reparations in World Politics: France and European Economic Diplomacy, 1916-1923*. New-York, Columbia University Press, 1980, 435p.

Si l'inflation est un phénomène politique, elle doit être analysée comme telle, et l'hyperinflation doit, elle, être analysée en termes de « haute politique », celle-ci désignant le processus de prise de décision au sommet. Les historiens de la « haute politique » cherchaient traditionnellement à y déceler des comportements d'hommes d'État, c'est-à-dire la poursuite cohérente de fins intelligentes; ceci est cependant réduit par une récente école d'historiens au simple opportunisme, les hommes d'État étant décrits comme manoeuvrant sans vergogne au gré des pressions immédiates pour bien se placer, chacun dans son pays.

L'hyperinflation allemande de 1923 doit être vue dans le contexte de la diplomatie économique d'alors. Dans la pensée anglo-saxonne, cette année est dominée par l'image d'un Poincaré imperturbable et avide de vengeance; avec beaucoup de succès, M. Trachtenberg dissout cette image au profit de celle d'un opportuniste.

L'auteur ouvre d'autre part une perspective nouvelle sur la diplomatie économique française tout au long de la période 1916-1923: son but n'était pas la vengeance, mais un nouvel ordre économique dans lequel l'Allemagne aurait trouvé sa place après avoir raisonnablement remboursé, dans la mesure du possible, les dommages qu'elle avait infligés. C'est le même genre d'application d'une psychologie de boy-scout (jetez l'adversaire à terre, et là serrez-lui la main et gagnez un ami) que préconisait J.M. Keynes, personnage officiel du Trésor, en 1918. Si c'est bien là ce que

fut la stratégie française, elle obtint un succès temporaire, puisqu'à l'ère Poincaré-Cuno succéda l'ère Briand-Stresemann. Le résultat final fut cependant désastreux.

Selon M. Trachtenberg (p. 6), les Français envisageaient les Résolutions de Paris de 1916 comme « la charte du nouvel ordre économique qu'ils souhaitaient voir émerger de la guerre » ; mais elles furent présentées pour des raisons de propagandes comme un programme de poursuite économique de la guerre contre l'Allemagne après la fin des hostilités militaires, et discutées comme telles par les Alliés. La seule preuve qu'il donne (p. 15) d'un plan français « visant à fournir un cadre pour la réintégration ultime de l'Allemagne dans le système économique international » est une lettre de Clémentel, ministre du commerce, à Clemenceau, datée du 19 septembre 1918. Clémentel supposait que les produits primaires continueraient à être relativement rares, comme ils l'avaient été dans les années précédant 1914, et que les contrôles de guerre sur la distribution des matières premières industrielles seraient maintenus par la S.D.N. comme un moyen efficace pour appliquer des sanctions contre les fauteurs de guerre. Il proposait des sanctions continues contre l'Allemagne pour son agression militaire de 1914 et pour son agression économique - le dumping - d'avant 1914, assorties de précautions vigilantes contre le camouflage de biens manufacturés allemands par abus de marques de commerce d'autres nations. Il est vrai qu'il niait toute intention de priver l'Allemagne de façon permanente des matières qui lui étaient nécessaires pour assurer la survie et l'emploi de sa population ; mais ce qu'il proposait était une guerre économique limitée contre l'Allemagne plutôt que sa réintégration. Clémentel voulait utiliser la S.D.N. dans l'intérêt du nationalisme économique français. Son espèce de dirigisme national et international n'offrait aucune solution aux problèmes des années vingt, au cours desquelles les produits primaires devinrent abondants, et n'eut jamais une grande influence.

M. Trachtenberg est sur un terrain plus solide lorsqu'il nuance sérieusement (pp. 259-275) la thèse selon laquelle les exigences

outrancières de la France en matière de réparations n'étaient destinées qu'à mettre l'Allemagne en défaut et avoir ainsi un prétexte à une intervention servant ses ambitions géopolitiques en Rhénanie. La perspective qu'il nous propose est plus complexe et, à travers les vues et les initiatives contradictoires de Mangin, Degoutte, Tirard, Briand et Poincaré, nous ramène à l'opportunisme : au gré des obstacles survenant dans les négociations, Poincaré aussi bien que Briand ont usé des différents fers qu'ils gardaient au feu, politique rhénane souterraine, négociations avec Berlin, ou épreuve de force. Ainsi le même Poincaré que ses adversaires appelèrent plus tard « Poincaruhr » tenta d'abord avec insistance de remettre en marche les accords de Wiesbaden torpillés par l'affaire de Silésie, dans une série d'initiatives aboutissant aux accords Stinnes-Lubersac de septembre 1922.

M. Trachtenberg note (p. 104) que Keynes n'aimait pas la façon tortueuse qu'avait Lloyd George de résister à la politique française, et, sur un plan « esthétique », préférerait « a head-on confrontation of Truth and Falsehood ». En particulier, l'erreur que Keynes voulait affronter était le fondement statistique des réclamations de guerre françaises. Il savait que celles-ci étaient en partie une tactique de marchandage, mais croyait qu'elles exprimaient une réelle détermination à imposer une « paix carthaginoise », à détruire le tissu économique sur lequel reposait la force de l'Allemagne, et à contrer les tentatives sentimentales de mise en place d'un nouvel ordre économique dans l'esprit des quatorze points. À tout prendre, Keynes préférerait un Clemenceau, honnête partisan de l'Erreur, à Lloyd George, malhonnête défenseur de la vérité. M. Trachtenberg montre cependant que la politique française des réparations, bien que parfois plus modérée que celle de la Grande-Bretagne, n'était pas moins tortueuse : « The French Government, écrit-il (p. viii), did not intend to 'crush' Germany under an enormous reparation burden, but rather hoped during and immediately after the war to solve France's economic problems primarily through what it called Allied economic cooperation. America's refusal to go along with these schemes led the French Government to threaten huge repara-

tions as a way of inducing the Americans to change their minds. When this did not work, it stated its real demands ». Selon la version de M. Trachtenberg, la manière dont les propositions de Clémentel pour une coopération alliée furent présentées, ainsi que la campagne pour des réparations écrasantes, empoisonnèrent l'atmosphère des négociations. Ainsi les hommes d'État peuvent créer eux-mêmes, pour des raisons tactiques, les pressions de l'opinion publique qui les pousseront par la suite dans l'opportunisme. La leçon, pour les spécialistes d'affaires internationales, de l'important et excellent livre de M. Trachtenberg est peut-être que, comme l'instinct de Keynes le lui soufflait, l'honnêteté est la meilleure politique.

Comme le montre notre auteur, le gouvernement français n'eut jamais l'illusion de croire que « le Boche paierait tout » ; mais il agit certainement en fonction du principe selon lequel « le Boche paiera d'abord » (p. 42). Il extorquerait toutes les réparations possibles avant d'exiger des sacrifices supplémentaires au peuple français, tout en accueillant favorablement tout partage du fardeau avec ses alliés et associés. Tant que les Alliés ne pouvaient pas se mettre d'accord sur une politique concrète de réparations tout au moins, cette stratégie excluait la proposition de Charles Gide (p. 44) pour un effort de la communauté internationale tout entière pour réparer les dommages de guerre. L'Allemagne pouvait être invitée à la conférence de Bruxelles sur les problèmes financiers parrainée par la S.D.N. en 1920, mais la question des réparations étant exclue du calendrier, les débats étaient purement académiques.

Si le gouvernement français avait déclaré ouvertement en décembre 1918 ce qui, selon M. Trachtenberg, étaient ses exigences réelles, c'est-à-dire des réparations modérées et un fonds international de reconstruction, il aurait pu présenter ses propositions non pas dans l'esprit nationaliste de Clémentel, mais dans l'esprit internationaliste dans lequel J.L. Garvin exprima des idées très similaires. Venant de la nation qui avait le plus souffert de la guerre, un tel appel n'aurait pu être ignoré de l'opinion publique comme le furent les discours de Clémentel (p. 15) et aurait pu avoir

dans le monde un impact comparable à celui des quatorze points. Ceci aurait grandement amélioré les chances de succès du plan Seydoux (chapitre 4) pour un arrangement bilatéral pratique entre la France et l'Allemagne, permettant d'éviter les événements de 1923. Il y a beaucoup de bon sens dans la remarque attribuée à Keynes pendant la Deuxième Guerre mondiale, selon laquelle le Traité aurait dû, pour ne pas être voué au désastre qui le balaya, être ou plus libéral, ou plus carthaginois. La politique française, tentant de bâtir un nouvel ordre international par la vieille diplomatie, et voulant utiliser la S.D.N. à la fois comme un moyen de coopération pour la reconstruction et comme un instrument de domination sur l'Allemagne, ne sort pas grandie de ce livre.

M. Trachtenberg a peut-être raison lorsqu'il affirme que le traitement de la question des transferts dans l'ouvrage prékeynésien de Keynes repose sur des fondements théoriques faibles, bien que le sujet soit encore controversé. Il cite Jacob Viner (p. 109) pour montrer que les économistes des années vingt s'abstinrent d'attaquer la partie théorique des *Conséquences économiques de la Paix* parce qu'ils partageaient avec Keynes sa conception des réparations. Si c'est le cas, il fut meilleur économiste qu'eux. Ses écrits étaient polémiques, mais il se faisait scrupule de présenter ses arguments théoriques et son arithmétique financière simplement et honnêtement. Si son ouvrage avait été soumis à un examen professionnel honnête, il aurait donné lieu à un débat rationnel sur la théorie et la pratique des réparations. Le drame est que les *Conséquences économiques de la Paix*, comme le note M. Trachtenberg, ne fournit que des slogans à des attaques exaltées contre le Traité.

H.R.C. WRIGHT  
Olivier CADOT

Département d'économie,  
Université McGill